

Intervention parlementaire

N° de l'intervention: 271-2018

Type d'intervention: Interpellation

Motion ayant valeur de directive: ☐

N° d'affaire: 2018.RRGR.731

Déposée le: 28.11.2018

Motion de groupe: Non

Motion de commission: Non

Déposée par: Schilt (Utzen, UDC) (porte-parole)
Graber (La Neuveville, UDC)
Moser (Landiswil, UDC)

Cosignataires: 2

Urgence demandée: Oui

Urgence accordée: Oui 07.03.2019

N° d'ACE: du

Direction: Direction de la police et des affaires militaires

Classification: –



Places vacantes et coûts des centres d'hébergement pour requérant-e-s d'asile, des prisons et des établissements pénitentiaires

Le Conseil-exécutif est prié de répondre aux questions suivantes :

1. Combien de centres d'hébergement pour requérants et requérantes d'asile, de prisons et d'établissements pénitentiaires exploités par le canton sont actuellement vacants ? Quels sont-ils ?
2. Quelle est la durée du bail (par immeuble et par échéance du bail) ?
3. Quel montant est actuellement dépensé chaque mois pour des immeubles vides (loyers, frais d'entretien) ?
4. Qu'envisage de faire le Conseil-exécutif pour mettre à profit les immeubles occupés dont il est propriétaire, mais aussi les immeubles qu'il loue et qui sont en partie inoccupés ?

Motivation de l'urgence : Il ressort des débats menés pendant la session de novembre 2018 sur le point 32 de l'ordre du jour (déclarations de planification concernant les finances) que des économies devraient impérativement être réalisées dans des domaines où une réduction des prestations serait peu ou à peine perceptible au profit d'affaires importantes où les coupes ont un impact notable sur les citoyens et citoyennes.

Destinataire

- Grand Conseil